

CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION DE LA PLATEFORME « DECLARATIONS JURIDIQUES »

Les présentes dispositions ont pour objet de définir les Conditions Générales d'Utilisation de la Plateforme numérique éditée par la SAS « Déclarations juridiques ».

ARTICLE 1 - DEFINITIONS

1. Dans le cadre des présentes Conditions Générales d'Utilisation, les termes suivants, débutant par une majuscule, auront la signification suivante, qu'ils soient employés au singulier ou au pluriel.

- Éditeur

La Plateforme est éditée par la société « Déclarations juridiques » qui sera désignée ci-après l'Éditeur.

La société « Déclarations juridiques » est une société par actions simplifiée au capital de 1000 euros dont le siège social est situé 23 ter, route du Fort de l'Ève, 44600 Saint-Nazaire. Elle est immatriculée au RCS de Saint Nazaire sous le numéro 902 578 194. Elle est représentée par son président, M. Antoine Chauvel.

- Abonné

La Plateforme s'adresse exclusivement aux entreprises exerçant une activité dans le secteur de l'immobilier à savoir les agents immobiliers, les syndics professionnels de copropriété, les agents commerciaux en immobilier, les administrateurs de biens, les promoteurs immobiliers, les marchands de biens...

Le bénéfice de la Plateforme et de tous les services qui y sont associés est réservé aux seules entreprises disposant d'un abonnement en cours de validité, ci-après dénommées « Abonné ».

- Droits de Propriété Intellectuelle

Les Droits de Propriété Intellectuelle désignent, au sens des présentes Conditions Générales d'Utilisation, les marques enregistrées ou non ; les enseignes ; les noms commerciaux ; les dénominations sociales ; les noms de domaine ; les droits d'auteur et les droits voisins du droit d'auteur ; les droits sur les dessins ou modèles enregistrés ou non ; les droits sur les logiciels, leur documentation et travaux préparatoires ; les bases de données ; les brevets et certificats d'utilité ; le savoir-faire ; les données et informations commerciales protégées par le secret des affaires.

- Plateforme

La Plateforme désigne le programme développé par l'Éditeur ; elle permet l'édition d'un Registre des traitements de données à caractère personnel, d'un Registre de l'exercice des droits et d'un Registre des violations de données. La Plateforme permet l'actualisation de ces registres. Elle facilite la mise en conformité des Abonnés aux Règles de protection des données à caractère personnel et fournit un support de formation.

- Registre des traitements des données à caractère personnel

Le Registre des activités de traitement, au sens des Règles de protection des données personnelles, permet d'identifier tous les traitements de données personnelles effectués par l'Abonné dans le cadre de ses activités professionnelles. Il comporte une série d'informations permettant d'identifier le responsable du traitement et la manière dont les données sont collectées, utilisées et conservées. (art. 30, RGPD : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32016R0679#d1e3308-1-1>).

- Registre des violations de données

Le Registre des violations de données est un outil de gestion de la conformité aux Règles de protection des données personnelles. Il permet à l'Abonné de documenter les violations de données et les mesures adoptées en conséquence (art. 33 et 34 RGPD : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32016R0679#d1e3418-1-1>).

- Registre de l'exercice des droits

Le Registre de l'exercice des droits est un outil de gestion de la conformité aux Règles de protection des données personnelles. Il permet à l'Abonné de documenter les demandes d'exercice de droits et les réponses fournies aux personnes dont les données sont traitées (art. 12 et suiv. RGPD : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32016R0679#d1e2218-1-1>).

- Règles de protection des données personnelles

Les Règles de protection des données personnelles sont celles issues :

- du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) ;
- de la directive 2002/58/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2002 concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques (directive vie privée et communications électroniques) ;
- des dispositions de la loi française qui découlent de ces deux textes (et notamment de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés) ;
- et de l'interprétation de ces textes par les Juridictions et Autorités indépendantes telles que la CNIL.

2. Les termes en lien avec les Règles de protection des données personnelles, notamment : Données à caractère personnel ; Traitement de données à caractère personnel ; Responsable de traitement ; Sous-traitant... ont, dans les présentes Conditions générales d'Utilisation, le sens que le droit des données à caractère personnel leur donne. Les expressions « données à caractère personnel » et « données personnelles » sont équivalentes.

ARTICLE 2 - ABONNEMENT

1. Contrat. L'abonnement résulte d'un contrat conclu entre deux professionnels. Il se forme en ligne sur le site de l'Éditeur (www.declarations-juridiques.fr) sur la base des présentes Conditions Générales d'Utilisation.

2. Acceptation des Conditions Générales d'Utilisation. L'Abonné déclare avoir pris connaissance des présentes Conditions Générales d'Utilisation et les avoir acceptées avant de conclure le contrat d'abonnement.

Le fait de s'abonner à la Plateforme implique l'adhésion de l'Abonné pleine, entière et sans réserve, ni condition aux présentes Conditions Générales d'Utilisation qui constituent la loi des parties à l'exclusion de tout autre document, tels que les documents commerciaux, les prospectus ou les catalogues émis par l'Éditeur qui n'ont qu'une valeur indicative.

L'Abonné s'engage à respecter et à faire respecter le contrat par l'ensemble de ses collaborateurs et partenaires, quel que soit leur statut (salariés, stagiaires, mandataires...). Le non-respect des présentes Conditions Générales d'Utilisation par l'Abonné et/ou ses collaborateurs est susceptible de constituer un acte de contrefaçon engageant la responsabilité civile ou pénale de l'Abonné, un acte de concurrence déloyale et peut, de surcroît, entraîner la résiliation de l'Abonnement de plein droit, sans recours à la juridiction, huit (8) jours après la réception par l'Abonné d'un courrier recommandé avec accusé de réception adressé par l'Éditeur. L'Éditeur se réserve en outre la possibilité d'engager une action en responsabilité pour obtenir la réparation du préjudice subi.

3. Modification des Conditions Générales d'Utilisation.

L'Éditeur se réserve le droit de modifier ses Conditions Générales d'Utilisation à tout moment. L'Abonné sera informé du projet de modification par l'envoi d'un courrier électronique au plus tard soixante (60) jours avant la mise en application des nouvelles conditions. Dans ce délai, l'Abonné peut résilier le contrat en informant l'Éditeur par courrier électronique à l'adresse contact@declarations-juridiques.fr ; l'Éditeur en accuse réception. La résiliation du fait de la modification des Conditions Générales d'Utilisation donne lieu à un remboursement au *pro rata temporis* à compter de la réception du courrier électronique de résiliation. En revanche, les modifications imposées, soit par une disposition législative ou réglementaire nouvelle ou une évolution de la jurisprudence, soit par un renforcement de la sécurité de la Plateforme sont applicables immédiatement sans que l'Abonné puisse résilier le contrat et bénéficier d'un remboursement.

L'utilisation de la Plateforme sera soumise à la version la plus récente des Conditions Générales d'Utilisation. Toute nouvelle version portée à la connaissance de l'Abonné se substituera à la précédente.

4. Durée de l'abonnement. L'abonnement est souscrit pour une durée déterminée d'un an. L'abonnement est ensuite automatiquement reconduit pour des durées d'un an aux conditions, notamment financières, fixées par l'Éditeur pour l'année à venir. L'Abonné peut renoncer à la reconduction de son abonnement en informant l'Éditeur par courrier électronique à l'adresse contact@declarations-juridiques.fr, trente (30)

jours avant l'échéance de la période d'abonnement en cours. L'Éditeur en accuse réception.

5. Tarifs de l'abonnement. Le montant de l'abonnement est fixé pour une année. Les conditions tarifaires figurent en annexe des présentes conditions générales. En cas de modifications des conditions tarifaires pour l'année suivante, l'Éditeur en informe l'Abonné soixante (60) jours avant le terme de la période d'abonnement en cours.

Le tarif de l'abonnement est variable en fonction du nombre d'activités exercées par le professionnel de l'immobilier. Quatre (4) types d'activités sont concernés par la tarification ; il s'agit de :

- L'activité de transaction
- L'activité de location
- L'activité de gestion locative
- L'activité de syndic de copropriété

Tarif de droit commun

NOMBRE D'ACTIVITES	TARIF
POUR UNE (1) ACTIVITE	498 € HT / AN
POUR DEUX (2) ACTIVITES	996 € HT / AN
POUR TROIS (3) ACTIVITES	1494 € HT / AN
POUR QUATRE (4) ACTIVITES	1992 € HT / AN

Tarif spécial applicable aux membres des fédérations et syndicats, et aux clients des entreprises avec lesquels l'Éditeur a signé une convention de partenariat, sur présentation d'un justificatif.

NOMBRE D'ACTIVITES	TARIF
POUR UNE (1) ACTIVITE	249 € HT / AN
POUR DEUX (2) ACTIVITES	488 € HT / AN
POUR TROIS (3) ACTIVITES	725 € HT / AN
POUR QUATRE (4) ACTIVITES	945 € HT / AN

Les tarifs ci-dessus ne sont pas applicables aux entités qui regroupent plusieurs entreprises (plusieurs n° de Siren) telles que, notamment, les réseaux de franchises et les réseaux de mandataires. Pour ces entités, une tarification adaptée sera communiquée sur devis.

6. Paiement. Le paiement intégral de l'abonnement est requis pour être autorisé à accéder à la plateforme. Le paiement s'effectue par prélèvement SEPA. Il est convenu entre les parties que les frais liés à une difficulté de paiement, quel qu'en soit la raison, sont à la charge de l'Abonné. L'Éditeur est fondé à en obtenir le remboursement par prélèvement SEPA.

7. Maintien du contrat. La nullité ou le caractère non écrit ou non opposable d'une clause n'affectera pas la validité du reste du contrat et de toute autre clause. Les parties s'engagent à négocier de bonne foi pour remplacer ou modifier la clause nulle, non écrite ou non opposable.

ARTICLE 3 - LA PLATEFORME

1. Accès. L'Abonné dispose sur la Plateforme d'un espace qui lui est strictement réservé. Il y accède grâce à un identifiant et un mot de passe. L'Abonné veille à utiliser un mot de passe comprenant au moins huit caractères parmi lesquels une (1) majuscule, une (1) minuscule, un (1) chiffre et un (1) caractère spécial. L'Abonné s'engage à garder ses identifiant et mot de passe strictement confidentiels et à ne les communiquer à des tiers qu'en cas de stricte nécessité, afin d'éviter autant que possible tout risque d'intrusion ou d'usurpation de son compte Abonné. L'Abonné est responsable du maintien de la confidentialité de son identifiant et de son mot de passe. L'Éditeur ne peut être tenu responsable de l'utilisation du compte de l'Abonné par un tiers ayant eu accès aux identifiant et mot de passe de l'Abonné de quelque façon que ce soit.

2. Informations. Lors de l'ouverture du compte, l'Abonné doit fournir des informations relatives à son entreprise. Toute saisie d'informations fausses, inexactes ou incomplètes pourra donner lieu à la suspension ou à la fermeture du compte de l'Abonné par l'Éditeur.

3. Services fournis à l'Abonné. La Plateforme offre à l'Abonné le moyen d'éditer automatiquement :

- un Registre des traitements des données à caractère personnel ;
- un Registre des violations de données ;
- un Registre de l'exercice des droits ;

S'agissant de l'édition du Registre des traitements des données à caractère personnel, la Plateforme met à disposition de l'Abonné un questionnaire propre à chaque activité. Les réponses faites par l'Abonné génèrent, un rapport sur la base de ses déclarations relatives à ses pratiques professionnelles au regard des données à caractère personnel qu'il traite.

Les réponses fournies par l'Abonné permettent l'édition d'un Registre des traitements des données à caractère personnel conforme aux réponses de l'Abonné. Le cas échéant, peuvent être adressées à l'Abonné des alertes signalant une pratique non

conforme aux Règles relatives à la protection des données, ainsi que des recommandations pour une mise en conformité de cette pratique avec les Règles de protection des données personnelles.

L'Abonné doit veiller en conséquence à fournir des réponses conformes à ses pratiques professionnelles en matière de données à caractère personnel. Une absence de réponse ou une réponse inexacte au regard de la pratique professionnelle de l'Abonné à une ou plusieurs questions du questionnaire entraineront l'édition d'un Registre susceptible de ne pas être le reflet des pratiques professionnelles de l'Abonné.

L'édition des Registres et leur actualisation sont datées.

L'Abonné dispose d'une fonctionnalité lui permettant d'extraire une copie de chacun de ses Registres dans leur dernière mise à jour.

L'accès à la Plateforme n'est plus possible le jour suivant la fin de l'abonnement. Tout ancien Abonné peut néanmoins obtenir de l'Éditeur, pendant une période de cinq (5) ans à compter du jour où l'abonnement a pris fin, une copie du dernier Registre des traitements des données à caractère personnel, du dernier Registre des violations de données et du dernier Registre de l'exercice des droits. La demande est faite par voie postale ou par courrier électronique.

Il est de convention expresse entre l'Abonné et l'Éditeur :

- **que l'Éditeur ne peut, en aucun cas, être tenu pour responsable d'une omission ou d'une indication inexacte portée par l'Abonné dans le questionnaire.**
- **qu'il est de la seule responsabilité de l'Abonné de corriger, en conséquence des alertes et recommandations, sa pratique professionnelle pour se conformer aux Règles de protection des données personnelles.**

4. Services non fournis par la Plateforme. La Plateforme de l'Éditeur n'a aucunement pour objet de procéder à un audit des pratiques réelles dans l'entreprise de l'Abonné ; en ce sens, l'Éditeur ne vérifie pas si les déclarations faites par l'Abonné dans le questionnaire et dans les Registres qu'il remplit, sont conformes à ses pratiques.

La rédaction des clauses contractuelles relatives aux données à caractère personnel et des mentions d'informations à destination des personnes soumises ou susceptibles de l'être à un traitement de leurs données à caractère personnel est de la responsabilité exclusive de l'abonné.

La plateforme n'a aucunement pour objet de faciliter la mise en conformité des Abonnés avec des obligations juridiques autres que celles relatives aux données à caractère personnel.

5. Disponibilité du service. L'accès à la Plateforme est assuré 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, hors maintenance normale et conditions relevant de la force majeure, des difficultés ou impossibilité de connexion au réseau internet.

La garantie de disponibilité des services ne concerne pas le transport et l'acheminement des données entre le poste de l'Abonné ou de son préposé et le serveur d'hébergement de l'Éditeur et/ou des bases de l'Éditeur, et notamment la fourniture de l'accès Internet et des réseaux de télécommunication, qui relèvent de la responsabilité de l'Abonné et de ses fournisseurs. L'éditeur ne pourra notamment être tenu pour responsable de pertes, délais, corruption des messages ou tout autre

dysfonctionnement lors des transmissions des données par Internet ou autre réseau de communication. Aucun renseignement ni aucun conseil communiqué par l'Éditeur, ses représentants ou ses employés, ne peut tenir lieu de garantie.

Pour l'exécution de ses obligations au titre des présentes Conditions Générales d'Utilisation, l'Éditeur s'engage à fournir ses meilleurs soins, conformément aux règles de l'art. Les obligations de l'Éditeur sont, de convention expresse, des obligations de moyens.

6. Sécurité. L'Éditeur met en œuvre tous les moyens à sa disposition pour assurer la sécurité des informations transmises par l'abonné.

Le registre des traitements signé électroniquement par l'Abonné est conservé pendant toute la durée de l'abonnement puis pendant cinq (5) ans supplémentaires dans un coffre-fort numérique.

7. Confidentialité. Les informations échangées sur la Plateforme pour l'édition du Registre des traitements des données à caractère personnel, le Registre de l'exercice des droits et le Registre des violations sont, sauf indication contraire, considérées comme confidentielles. L'Éditeur prend toutes mesures propres à en empêcher la divulgation.

L'Abonné est informé que l'Éditeur pourrait être contraint de communiquer, dans le cadre des procédures conduites par les autorités administratives ou judiciaires conformément à la loi, des documents confidentiels concernant l'Abonné.

ARTICLE 4 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le contrat conclu entre l'Abonné et l'Éditeur n'a, en aucun cas, pour objet et ne peut avoir pour effet le transfert de l'un quelconque des Droits de Propriété Intellectuelle. Le contrat conclu entre l'Abonné et l'Éditeur n'autorise aucune des parties à faire usage des Droits de Propriété intellectuelle de son cocontractant, sous réserve du droit d'usage visé à point 5 des présentes Conditions Générales d'Utilisation.

ARTICLE 5 - DROIT D'USAGE

1. Étendue du droit d'usage. L'Éditeur consent à l'Abonné qui l'accepte, un droit personnel, limité, non-exclusif, non sous-licenciable, incessible, d'accéder à la Plateforme pour un seul compte Abonné à la fois, pendant la durée de la relation contractuelle avec l'Éditeur. La reproduction, divulgation, diffusion, distribution, représentation, adaptation, traduction, modification, correction, décompilation, commercialisation, concession de sous-licence, portant sur tout ou partie des Droits de Propriété Intellectuelle de l'Éditeur par l'Abonné, quels qu'en soient la finalité, le support considéré, la durée, le territoire et le moyen utilisé est interdit sans l'autorisation expresse écrite et préalable de l'Éditeur.

2. Interdictions. L'Abonné s'interdit d'effectuer sur la Plateforme tout acte qui ne serait pas expressément autorisé dans les présentes Conditions Générales d'Utilisation ; notamment de décompiler, désosser, désassembler ou réduire tout ou partie du code de la Plateforme en un format intelligible par l'homme. L'Abonné s'engage à ne pas utiliser tout ou partie de la Plateforme ou de sa documentation pour créer des produits dérivés ou concurrents.

ARTICLE 6 - DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

1. Traitement de données à caractère personnel. Afin d'exécuter le contrat, l'Éditeur peut être amené à traiter des données à caractère personnel transmises par l'Abonné. L'Éditeur déclare tenir par écrit un registre de ses activités de traitement comprenant les informations énoncées à l'article 30 § 2 du RGPD.

L'Éditeur est autorisé à sous-traiter tout ou partie des prestations qu'il réalise pour le compte de l'Abonné. Il fait appel à la société SCALINGO¹ pour l'hébergement des données personnelles et à la société UNIVERSIGN² pour la prestation de signature électronique et de coffre-fort numérique, et à la société PROABONO³ pour la gestion comptable, et à la société GOCARDLESS⁴ pour la gestion des paiements, ce que l'Abonné accepte expressément.

En cas de recours ultérieurs à d'autres sous-traitants pour les prestations de gestion des données personnelles, l'Éditeur en informera l'Abonné.

Les sous-traitants ultérieurs seront tenus de respecter les obligations contenues dans les présentes Conditions Générales d'Utilisation ; l'Éditeur s'assurera que ses sous-traitants présentent les mêmes garanties de mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles conformément aux exigences des Règles de protection des données personnelles.

2. Traitement par l'Éditeur en qualité de responsable du traitement des données à caractère personnel. L'Éditeur est responsable du traitement des données à caractère personnel des dirigeants et des collaborateurs de l'Abonné qui entrent en contact avec l'Éditeur.

Il s'agit de données d'identification telles que les nom, prénom, adresse email, numéro de téléphone et la fonction dans l'entreprise de l'Abonné.

3. Traitement par l'Éditeur en qualité de sous-traitant de l'Abonné. L'Abonné est seul responsable du traitement des données à caractère personnel de ses clients, anciens clients et prospects ; l'Éditeur est un sous-traitant qui agit au nom et pour le compte de l'Abonné lorsque des données à caractère personnel de ses clients, anciens clients, prospects, salariés, agents commerciaux sont transmises à l'Éditeur pour l'exécution des services proposés par l'Éditeur.

Les données à caractère personnel sous-traitées sont des données d'identification tels que les nom, prénom, adresse postale, adresse email, numéro de téléphone ; il peut s'agir également de la copie d'une pièce d'identité.

4. Information des personnes concernées.

Il appartient à l'Abonné d'informer les personnes concernées, à savoir :

- les collaborateurs de l'Abonné dont certaines données ont été transmises à l'Éditeur ;

¹ Scalingo SAS, 13 rue Jacques Peirotes, 67000 Strasbourg France, RCS de Strasbourg 808 665 483, hello@scalingo.com

² SAS Cryptolog International, 7 rue du Faubourg Poissonnière, 77009 Paris France, RCS de Paris 439 129 164, contact@universign.com

³ Subscription Tech SAS, 199 rue Hélène Boucher, 34170 Castelnau-le-Lez France, RCS de Montpellier 803 621 606, contact@proabono.com

⁴ GoCardless Ltd, Sutton Yard, 65 Goswell Road, Londres, EC1V 7EN, Grande-Bretagne, RCS de Cardiff (Grande-Bretagne) 07495895, france@gocardless.com

- les personnes ayant exercé leurs droits auprès de l'Abonné dont les données d'identification sont reportées dans le Registre des droits stocké sur la Plateforme de l'Éditeur ;
- les personnes concernées par une violation de données dont les données d'identification sont reportées dans le Registre des violations stocké sur la Plateforme de l'Éditeur.

L'information doit indiquer :

- l'existence d'un transfert des données à caractère personnel de ces personnes vers la Plateforme de l'Éditeur (accessible à l'adresse suivante : www.declarations-juridiques.fr) dont les coordonnées sont les suivantes : SAS « Déclarations juridiques », 23 ter, route du Fort de l'Ève, 44600 Saint-Nazaire, Numéro de tél. 0767791392, immatriculée au RCS Saint Nazaire sous le numéro n° 902 578 194 ;
- que ces données transmises à l'Éditeur sont stockées auprès d'un hébergeur qui est la société Scalingo ;
- que ce transfert des données vers l'Éditeur a pour base légale l'intérêt légitime de l'abonné dans le cadre de sa mise en conformité RGPD ;
- que ce recueil de données est facultatif pour les personnes concernées ;
- que les données sont conservées par l'Éditeur pendant toute la durée des obligations dues par l'Éditeur, à savoir la durée de l'abonnement plus cinq (5) ans conformément aux dispositions de l'article 5, 3. des présentes Conditions Générales d'Utilisation et, en archives, pendant le délai de prescription des actions en justice ;
- que les personnes concernées disposent de droits : du droit d'accès, d'opposition, de rectification, de limitation, de retrait, d'effacement des données, du droit de définir des directives relatives au sort de leurs données personnelles après leur mort, du droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée, du droit à la portabilité de leurs données, et de la possibilité d'introduire une réclamation devant la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL, 3 Place de Fontenoy, TSA 80715, 75334 PARIS CEDEX 07 ; <https://www.cnil.fr/>).

L'Abonné reconnaît avoir pris connaissance des recommandations de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/conformite-rgpd-information-des-personnes-et-transparence>

5. Nature des traitements. Dans tous les cas, les traitements dont l'Éditeur est responsable ou qu'il effectue en qualité de sous-traitant sont la collecte, l'enregistrement, la normalisation, la structuration et la restructuration, la conservation, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, l'effacement ou la destruction des données à caractère personnel.

6. Finalités des traitements. Les traitements ont pour finalité l'exécution des prestations de services par l'Éditeur.

Dans le cadre des traitements effectués par l'Éditeur en qualité de sous-traitant, ce dernier s'engage à traiter les données à caractère personnel exclusivement pour les finalités qui font l'objet de la sous-traitance.

7. Conservation des données à caractère personnel. L'Éditeur conserve en base active les données à caractère personnel fournies par l'Abonné pendant la durée de la relation contractuelle.

Ces données sont ensuite conservées en archives intermédiaires pendant la période durant laquelle la responsabilité de l'Éditeur peut être engagée au titre des prestations en tenant compte des éventuelles interruptions ou suspensions des délais de prescription civile ou pénale. En tout état de cause, elles sont conservées au moins cinq ans à compter de la fin du contrat pour pouvoir fournir à tout ancien abonné une copie de ses derniers registres (conf. Article 3, 3).

Les données à caractère personnel détenues par l'Éditeur sont stockées sur des serveurs situés dans l'Union européenne.

8. Confidentialité des données à caractère personnel. L'Éditeur s'engage à faire ses meilleurs efforts pour garantir la confidentialité des données personnelles traitées. Il s'assure que toutes les personnes autorisées à traiter les données personnelles s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale de confidentialité, et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données personnelles.

9. Exercice des droits par les personnes dont les données sont traitées par l'Éditeur. Les personnes concernées disposent d'un droit d'accès, d'opposition, de rectification, de limitation, de retrait, d'effacement des données les concernant, du droit de définir des directives relatives au sort de leurs données personnelles après leur mort, du droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée, du droit à la portabilité de leurs données, et de la possibilité d'introduire une réclamation devant la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL, 3 Place de Fontenoy, TSA 80715, 75334 PARIS CEDEX 07 ; <https://www.cnil.fr/>).

ARTICLE 7 - LITIGES

Les Présentes Conditions Générales d'Utilisation et les relations contractuelles entre l'Éditeur et l'Abonné sont soumises au droit français. En cas de litige, les parties devront s'efforcer de le régler amiablement. A défaut d'accord amiable, tout litige entre les parties concernant les Présentes Conditions Générales, la formation, l'exécution, l'interprétation ou la cessation des relations contractuelles entre les parties sera soumis au Tribunal du ressort du siège social de l'Éditeur, y compris en cas d'appel en garantie, de pluralité de défendeurs ou de procédure de référé ou sur requête.

MENTIONS LEGALES

Le site declarations-juridiques.fr et ses sous-domaines sont édités par :

SAS « Déclarations Juridiques »

Capital social : 1000 euros

Représentée par M. Antoine Chauvel, Président.

Siège social : 23 ter, route du Fort de l'Ève, 44600 Saint-Nazaire.

RCS Saint Nazaire n° 902 578 194.

Numéro de tél. 0767791392

Le site declarations-juridiques.fr et ses sous-domaines sont hébergés par :

Scalingo SAS

13 rue Jacques Peirottes

67000 Strasbourg France
SIRET 80866548300018
hello@scalingo.com